

Le Courriel d'information

n°327 – Mardi 30 avril 2002.

AVEC LES ARGENTIN(E)S ET CONTRE LE FACISME EN FRANCE

Dans ce numéro



Un troisième millénaire, face aux défis du second

Par Carlos Montero. Synthèse économique MERCOSUR
Traduction : Céline Robinet & Emilie Imbert. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Si l'ère digitale n'a pas encore éliminé les quelques deux cents usines de bouliers en Chine continentale et si la nouvelle économie n'a pas pu venir à bout de l'esclavage au nord-est du Brésil, cela ne devrait pas nous étonner que les progrès qui ont rendu possibles des exploits aussi extraordinaires que le complet décodage informatique du génome humain, décodage avec lequel nous entrons glorieusement dans le troisième millénaire, n'aient pas suffit à nous faire surmonter les obstacles du deuxième millénaire, obstacles pourtant plus simples mais qui empêchent aujourd'hui l'universalisation de la santé et pourraient bien l'empêcher à l'avenir.

Les Nations Unies ont déclaré le 22 mars Journée mondiale de l'eau et le 7 avril Journée mondiale de la santé, afin que ces deux jours soient l'occasion de diffuser des informations, de réaliser des études et donnent lieu à une discussion sur ces questions, générant dans le même temps une conscience sur le défi mondial qu'elles représentent pour l'Humanité.

La qualité de vie de l'être humain sera assurée premièrement, grâce au pouvoir d'achat suffisant pour se procurer les résultats de la production des laboratoires médicaux, ce qui est en discussion au sein de l'Organisation mondiale du commerce ; deuxièmement, grâce à l'accès aux progrès scientifiques et aux traitements, compétence de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; troisièmement, grâce à la conservation de l'écosystème avec lequel nous devons composer, en faisant appel aux budgets publics pour l'assainissement et aux fonds privés pour réduire la pollution industrielle, débattus au sommet de Kyoto; et quatrièmement, grâce au renouvellement des ressources que nous consommons, face à la demande croissante en nourriture (FAO) et en énergie (OIE).

En réaction à un massacre perpétré en 1988, j'avais écrit qu'"il n'y a rien de plus politique que la vie", faisant en cela allusion au sens le plus strict du politique, c'est-à-dire la « res publica », en d'autres termes l'ensemble des affaires les plus importantes qui touchent et conditionnent la vie d'une communauté. La santé et l'eau font partie de l'ordre du jour prioritaire de l'ONU, défini lors du Cycle du millénaire, et par la Banque interaméricaine de développement lors du sommet de Fortaleza, au Brésil, qui s'est terminé en mars dernier. Ainsi, presque quinze ans plus tard, je pourrais me paraphraser et dire qu' " il n'y a rien de plus économique que la vie ".

Certains débats politiques, économiques et sociaux de ces vingt dernières années concernant le contexte de développement de notre vie future, péchaient par des présupposés erronés ou des erreurs de prédictions de gourous avisés ou d'analystes pris dans le feu des modes intellectuelles en vigueur. Puisse cette brève synthèse nous mettre en garde contre la tentation de prétendre réaliser de telles prophéties :

- Dans les années 80, en Europe et aux Etats-Unis, le débat de l'intelligentsia concernant le sort que l'homme allait réserver aux loisirs, c'est-à-dire à son temps libre. Aujourd'hui, nous n'entendons plus parler que de l'augmentation du chômage, des emplois précaires, du manque de postes de travail décents, de la migration du travail, de la fuite des cerveaux, du travail des esclaves et de l'exploitation des enfants en tant que main d'¦uvre.

- Dans les années 80, en Amérique Latine, un courant de retour à la démocratie faisait son apparition, prédisant l'anéantissement du pouvoir militaire, le renforcement du pouvoir civil et son alternance, la fin des transitions. Sur tout le continent, on entend parler aujourd'hui de la détérioration de l'image des partis et des hommes politiques, les accusations de corruption se multiplient ainsi que les réélections et la chute de présidents dont la succession se fait de manière imprévue (Pérou, Equateur, Paraguay, Argentine), donnant lieu à des républiques instables et incapables de répondre aux revendications sociales.

- Dans les années 90, la fin du système bipolaire -la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique- ouvre le débat dans l'hémisphère nord sur les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique - sans concurrent - et sur la fin de l'Histoire (Francis Fukuyama), après la Guerre Froide, qui assurait l'extension de la démocratie occidentale et du capitalisme à toute la planète. Actuellement, on ne parle plus que de guerres entre différents nationalismes (Balkans), de massacres entre ethnies (Rwanda et Burundi), de choc des civilisations (Samuel Huntington), de guerre contre le terrorisme (Bush et Ben Laden), de la Chine unique avec ses deux systèmes (dictature marxiste et



capitalisme), du fait que 60% de la planète n'ait pas de système démocratique... en bref, l'Histoire n'est pas terminée.

- Dans les années 90, en Amérique latine, les réformes macroéconomiques, les dérégulations et les privatisations, l'ouverture commerciale et l'intégration étaient à l'ordre du jour. Un mécanisme commercial de suppression des barrières douanières se met peu à peu en place afin d'ouvrir les économies (OMC), promettant un Cycle du millénaire dans toutes les régions. Après l'échec de Seattle en 1999, nous voilà à Doha, Qatar, avec des pays développés faisant montre d'un protectionnisme accru qu'ils prétendaient éviter, des questions à céder ou à traiter qui se limitèrent à leur plus simple expression et des marchés communs régionaux du cône sud qui s'embourbent au profit de lobbies locaux similaires. Les grandes entreprises publiques de télécommunication, d'eau et d'énergie sont privatisées, mais les Etats augmentent leur dette extérieure, les recettes ne couvrent pas le déficit fiscal et la fuite des capitaux provoque des crises économiques et sociales. De la France au Brésil, les gouvernements réclament un contrôle des flux de capitaux et la taxe Tobin (0,7% de financement au développement que le Consensus de Monterrey n'a pas non plus réussi à mettre en place) alors que même le spéculateur géant George Soros présente ses excuses et appelle la réforme du Fond monétaire international et de la Banque mondiale (lesquels ne présentent pas les leurs).

- Dans les premières années du troisième millénaire, la nouvelle économie conduit les Etats-Unis à une prospérité qui apparemment a occulté la relation entre la surchauffe économique (PIB élevé) et l'inflation, ce qui a conduit à oublier également les principes selon lesquels les entreprises se doivent de rendre des comptes; nouvelles entreprises disposant d'importantes liquidités grâce à la bulle technologique de la bourse. N'importe qui pouvait devenir millionnaire, il suffisait pour cela d'une bonne idée -même sans consommateurs- après une IPO bien ficelée. Aujourd'hui, le NASDAQ a chuté en flèche de 250%, les sites Internet qui réussissaient mettent la clé sous la porte, les multinationales pratiquent des licenciements en masse et la bourse de Wall-Street elle-même est touchée, quand les projecteurs se braquent sur les contrôleurs indépendants mondiaux (Arthur Andersen), pour avoir effectué des bilans truqués (voir l'affaire ENRON).

La dimension globale

Sur les vingt années mentionnées, l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé est passé du simple traitement des maladies à une attitude prophylactique de conservation de la qualité de vie, incluant l'alimentation, l'éducation, l'habitat et l'environnement, parmi d'autres secteurs ambitieux visant à garantir une vie décente et digne de ce nom.

La santé "de base" pour l'Humanité entière en 2015, voilà quel était l'objectif idéaliste annoncé par l'ONU lors du Cycle du millénaire en 1999. Mais depuis, 93 pays sont restés à la traîne au lieu d'avancer: deux milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des médicaments aussi bon marché que peuvent l'être la pénicilline. 330 milliards de dollars seraient nécessaires pour faire face aux infections que l'on peut prévenir avec de l'argent et qui tuent onze millions d'enfants chaque années, selon la consultation mondiale sur la santé et le développement de l'enfance et de l'adolescence à Stockholm, en Suède, organisée en collaboration avec le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF).

La directrice générale de l'OMS, Gro Harlem Brundtlan, a qualifié ce chiffre de "terrifiant" et a attribué les morts "à la pauvreté". En effet, les spécialistes sont capables de soigner une grande partie des maladies des pays pauvres, mais -même si la majorité des traitements coûtent moins d'un dollar - ils ne disposent même pas de cette somme.

La preuve en est, ajoute l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunité (GAVI), que 50% des enfants d'un an en Afrique ne sont pas immunisés contre la diphtérie,la coqueluche,le tétanos,la polio,la rougeole.

Les principales causes de mortalité aux Etats-Unis, à la fin du XXème siècle étaient dans l'ordre : les maladies cardiovasculaires,le cancer,la rupture d'anévrisme, les problèmes pulmonaires, les accidents, la pneumonie et la grippe, le diabète, le SIDA, le suicide et les problèmes chroniques hormonaux.

Cependant, selon le National Center for Health Statistics, cité par la revue TIME, il y a cent ans aux Etats-Unis, on trouvait en tête de liste les causes de mortalités suivantes: pneumonie et grippe, tuberculose, diarrhée et entérite, problèmes cardiovasculaires, hémorragies cérébrales, problèmes pulmonaires, accidents, cancer, vieillesse et diphtérie. Selon



l'Organisation Mondiale de la Santé, dans une étude allant jusqu'au 1er janvier 2001, les principales causes de mortalité annuelle des pays en voie de développement ont été les maladies cardiovasculaires (3,82 millions), les infections respiratoires (3,35 millions), les embolies (3,24 millions), le SIDA (2,90 millions), les conditions d'accouchement (2,34 millions), les maladies pulmonaires (2,10 millions), les diarrhées (2,09 millions), la tuberculose (1,58 millions) et la malaria (1,08 millions).

La dimension globale des maladies dans un monde interconnecté augmente avec la multiplication des voyages transfrontaliers, qu'ils soient touristiques ou commerciaux, grâce à la réduction des prix et à la rapidité croissante des moyens de transports.

Je crains que, de la même manière que les chocs, cités plus haut, qu'ont reçus les leaders mondiaux et leurs conseillers lorsqu'ils se rendent compte de la réalité, nous ne célébrions le centième anniversaire de l'Organisation panaméricaine de la santé et nous n'entrions dans le troisième millénaire sans avoir vaincu les fantômes de maladies - de la pauvreté - que l'on disait éradiquées, avec un écosystème qui se détériore davantage chaque jour en raison du manque de mécanismes (ayant reçu le feu vert des Etats-Unis et d'autres grands pollueurs) capables de renverser ce processus, avec le défi sanitaire et phytosanitaire lancé par le commerce mondial (fièvre aphteuse, vache folle) à l'alimentation humaine, avec la lutte contre les intérêts des grandes firmes de tabac, des promoteurs d'organismes génétiquement modifiés -dont les effets ne sont pas encore étudiés- et des laboratoires de recherche médicale ou bio-technologique, qui tenteront de limiter avec des brevets l'accès aux découvertes scientifiques et leur utilisation au bénéfice de millions de citoyens du monde.

Correo Informativo 135.
Contact pour cet article. Rédaction Correo Informativo informativo@attac.org

Le Droit au développement en péril

Par Eduardo Tamayo
Traduction : Anne Marie Ledoux. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Genève. A Monterrey, finalement, le vieux principe libéral "Trade not aid" (Commerce, et non aide) s'est imposé. Le message du pôle le plus riche du monde est clair : Pour remédier aux maux du Tiers-Monde, ce qu'il faut c'est plus de commerce et d'investissements privés. Le reste (développement économique, social et culturel) viendra de surcroît.

Ces arguments ont été repris à Genève, à l'occasion du débat sur le droit au développement réalisé au sein de la Commission des Droits Humains, qui a commencé ses travaux le 17 mars et les conclura le 26 avril.

L'un des plus grands défenseurs de la mondialisation néolibérale c'est le Canada. "Etant donné la contribution indiscutable que le système commercial apporte au développement, le Canada ne pense pas que le système actuel ait des effets pernicieux sur la réalisation du droit au développement pour tous", a déclaré Susan Gregson, représentante de ce pays auprès de l'ONU.

A l'encontre de ce critère, la délégation cubaine et plusieurs organismes de défense des droits humains ont souligné que la mondialisation néolibérale est un phénomène partiel qui profite seulement à une minorité. Ils ont démontré, chiffres, données et analyses à l'appui, que le droit au développement, proclamé par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1986, continue à reculer et est sur le point de disparaître.

"Selon le Rapport sur Développement mondial 2000/2001 de la Banque Mondiale, sur 6 milliards d'habitants de notre planète, quelque 2,8 milliards, près de la moitié, vivent avec moins de 2 dollars par jour, et 1,2 milliard, un cinquième, avec moins d'un dollar par jour. Contrastant avec ces chiffres, le revenu moyen des 20 pays les plus riches de la planète est 37 fois supérieur à celui des 20 nations les plus pauvres, un rapport d'inégalité qui s'est multiplié par deux au cours des 40 dernières années", a exposé Jorge Ferrer Rodríguez, membre de la délégation cubaine auprès des Nations Unies.

Ces inégalités ont cours alors que la promesse des pays développés de consacrer 0,7 % de leur Produit Interne Brut à l'Aide officielle pour le Développement (AOD) est loin d'être tenue, malgré les derniers engagements pris par l'Union Européenne. Aujourd'hui, l'AOD se situe en moyenne à 0,22 % du PIB. Cinq pays d'Europe, uniquement, tiennent ou dépassent l'objectif prévu. Le pays le plus industrialisé et le plus riche de la planète, les Etats-Unis, paradoxalement, affiche le taux d'aide au développement le plus bas : 0,11 % seulement du PIB.



La Déclaration du droit au développement de 1986 contient quelques points qui ne sont pas du goût des pays industrialisés et des transnationales. Elle consacre, entre autres, le doit des peuples à exercer leur souveraineté pleine et totale sur toutes leurs ressources et richesses naturelles ; elle parle d'établir un nouvel ordre économique international ; elle établit un rapport étroit entre désarmement et développement, et elle prétend qu'il faut consacrer les ressources libérées par les mesures de désarmement au développement économique et social et au bien-être de tous les peuples et, en particulier, des pays en voie de développement.

Ce sont là quelques-unes des raisons qui font que les représentants des pays riches et les acteurs qui poussent à la mondialisation néolibérale (Banque Mondiale, FMI et OMC) veuillent enterrer le droit au développement. De fait, ce dernier a été relégué à un second plan et ne figure pas dans les agendas et réunions internationales, où l'on préfère parler de "bon gouvernement", de "lutte contre le terrorisme", de "pays émergents", etc.

Quelque quatre-vingt organisations civiles du monde entier ont diffusé un communiqué dans lequel elles avertissent que la "Déclaration sur le Droit au Développement" se trouve en péril et elles ont pris contact avec le Groupe de Travail désigné par la Commission des Droits Humains pour faire un suivi du droit au développement ajusté au mandat reçu de la Commission.

"Le droit au développement s'est converti en une utopie revendiquée par les gens dans les rues de Seattle, Genève, Porto Alegre ou Barcelone, tandis que ceux qui tiennent en main les rênes du pouvoir à l'échelle mondiale, revendiquent haut et fort le droit à l'agression armée, à l'agression économique et au dénuement des peuples pratiqué par les grandes entreprises et banques transnationales, avec la complicité d'un grand nombre de gouvernements, aussi bien du Nord que du Sud", a déclaré Jairo Sánchez de l'Association américaine des Juristes.

Le Centre Europe-Tiers Monde, CETIM, pour sa part, a précisé qu'il serait hypocrite de parler de mettre en marche le droit au développement sans avoir supprimé tout d'abord les obstacles qui entravent le développement, et parmi eux la dette externe qui constitue un supplice pour la majorité des pays du Sud. La seule solution possible c'est l'annulation de la dette, a souligné le CETIM.

Alors que le représentant de l'Union Européenne, l'ambassadeur espagnol Joaquín Pérez-Villanueva y Tobar soulignait que c'était les Etats qui avaient la responsabilité principale dans le droit au développement, le représentant de Cuba, Jorge Ferrer Rodríguez, a rappelé que les efforts nationaux que certains pays sont en train de réaliser pour mettre en application le droit au développement, se sont vus affectés par un environnement économique financier et commercial international de plus en plus défavorable, qui échappe à leur contrôle.

Ferrer a ajouté que ce que l'on appelle les réformes structurelles de type néolibéral que, sous différents titres, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International soutiennent depuis de longues années, ainsi que la libéralisation du commerce, dans certains secteurs, appliquée par l'Organisation Mondiale du Commerce, affectent sérieusement la capacité des Etats pour faire face à leurs responsabilités nationales dans la réalisation du droit au développement.

Enfin, la Commission pour la Défense des Droits Humains en Amérique Centrale (CODEHUCA) a révélé que nombre d'entreprises transnationales des pays développés, bien que jouissant d'exemptions et de privilèges, ne paient pas de salaires justes, et que, dans les fabriques, surtout dans le secteur de la confection, elles ferment de manière intempestive, laissant des milliers de travailleurs/travailleuses sans travail. "Il est absolument nécessaire que les pays développés comprennent que, plus il y aura de misère dans nos pays, et plus grande sera la quantité d'émigrants, et que c'est là un phénomène qui doit être abordé avec sérieux et humanité. Il n'est pas possible de maintenir des relations Nord-Sud aussi inégales", a-t-il conclu.

Services Informatifs "Alai-amlatina" Agence Latinoaméricaine d'Information info@alai.ecuanex.net.ec URL : http://alainet.org

Piquettes, "cacerolazos" global et femmes

Par: Martina E. Chávez, anthropologue

Le paysage de la résistance contre le capitalisme dans le monde est en train de changer, les femmes en Argentine, font face au capitalisme global dans les rues avec des casseroles.



Les Argentines ont inventé les « cacerolazos », la forme la plus percutante — c est le cas de le dire! — pour dire qu elles en ont assez d être victime du capitalisme patriarcal, assez d être victime du saccage de nos richesses. Les casseroles et celles qui les utilisent ont retenti dans toutes les provinces du pays, les femmes ont encore la force de dire non ! Depuis que les femmes ont inventé les « cacerolazos », ce nouveau type de protestation pacifique, c est tout un peuple à bout qui s est retrouvé dans les rues. Aujourd hui dans les assemblées populaires des quartiers ou des bidonvilles, ce sont des femmes qui ont pris la tête des organisations.

Il ne faut pas oublier qu en Argentine durant Dictature militaire les femmes ont joué un rôle de premier ordre, ce sont elles qui, les premières, ont dénoncé les atrocités, et reclamé leurs enfants emprisonnés ou « disparus », comme le firent les MÈRES DE LA PLACE DE MAI, et d autres femmes qui depuis plus de 25 ans luttent et résistent au système néo-libéral.

Que voyait-on dans les images de la télévision les 19 et 20 décembre 2001 ? Surtout des femmes, avec leurs enfants et leurs maris, des vieillards, des jeunes, des familles entières. Les femmes et les enfants sont aussi les premières victimes du capitalisme sauvage. En Argentine, des femmes continuent à mourir pendant l accouchement, et des adolescentes quittent l'école pour cause de grossesse.

Il y a 2 ans, dans ma province d origine Jujuy, des femmes d origine amérindienne s étaient cousu la bouche pour dénoncer les atrocités de la politique néo-libérale. Les manifestantes femmes voulaient exprimer leur ras-le-bol de voir leurs enfants mourir de faim, ou d'une maladie quelconque depuis longtemps éradiquée dans des pays riches. Ce sont les femmes qui, les premières, sont à longueur de journée confrontée aux regards hagards de leurs petits enfants affamés, le ventre et nombril pointu caractéristiques de la malnutrition chronique, conséquence de ce véritable terrorisme « fonds-monétariste », ou « fondamentaliste », comme le nomme la population.

La résistance populaire en Argentine a commencé à Jujuy et à Neuquén (Patagonie), avec les piqueteros ou piquets, mode de lutte qui consiste à couper les routes les plus importantes et brûler des pneus, et en laissant un groupe de manifestants surveiller en permanence les lieux. Dans les provinces, depuis de nombreux mois, les chômeurs, rejoints ensuite par les travailleurs précaires, puis les fonctionnaires — enseignants, travailleurs de la santé — qui sont payés 6 mois par an et avec des retards, voire même parfois jamais payés, avaient commencé à organiser des « piquettes ».

Les manifestants s en prennent aux symboles institutionnels du pouvoir, mais aussi aux banques, aux Mac Donald's et autres symboles de ce capitalisme barbare et cannibale. Depuis le 19 et 20 décembre le peuple argentin reste fortement mobilisé, s organise pour se mêler enfin se de ce qui le regarde : la politique. Il n y a pas un jour sans qu une banque ne soit la cible d un « escrache », méthode qui consiste à nommer les responsables, les désigner publiquement, les harceler, et à faire des « cacerolazos » devant leur établissement ou devant chez eux.

L Argentine est à l heure actuelle le cas le plus éloquent de la destruction des sociétés civiles provoquées par le capitalisme transnational et patriarcal, masqué par un système politique pseudo-démocratique, et en réalité corrompu. Une partie de la population qui a fait partie de ce pays qu on appelé dans les années trente « le grenier du monde », qu on disait être un pays « fait de pain », riche de toutes les grandes ressources naturelles. Pays richissime, elle possède tout du point de vue des matières premières, dont le pétrole, et ses terres fertiles pourraient nourrir sans problème ses 37 millions d'habitants. S installer en Argentine fut dans la première moitié du XXe siècle l espoir d une vie meilleure pour des millions d émigrants pauvres venus de tous les horizons. Maintenant, c est un pays affamé : actuellement 15 des 37 millions d Argentins vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; 5 millions en état d extrême pauvreté ; le chômage a dépassé le 20 % de la population active ; le pouvoir d achat a baissé de 50 % dans les derniers 5 années.

Entre 50 et 100 enfants meurent par jour de maladies curables. Celui qui a été le pays le plus riche d Amérique du Sud est en ruine. Sa dette externe s élève actuellement à 150 000 millions de dollars. 90 % des banques et 40 % de l industrie appartiennent à des multinationales étrangères. L argent des 40.000 millions de produits argentins qui ont été privatisés par des corrompus de l entourage de l ex-président Menem, s est évaporé. L évasion fiscale s est élevée en 1998 à 40 000 millions de dollars, c est-à-dire la moitié des recettes de l État pour cette année-là.



L'ARGENTINE UN CAS D'ÉCOLE...

L'Argentine a été l'élève modèle du FMI, et un cas d'école pour le néo-libéralisme. Tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la dictature ont appliqué à la lettre les différents plans d'ajustements et de flexibilisation économique exigés par le FMI. Cette politique mise en place par Domingo Cavallo, élève de l'école de Harvard aux États Unis et ancien ministre de l'économie de la dictature, et la caste constituée par la grande oligarchie terrienne, a mis à sac l'économie du pays. La fuite massive des capitaux a d'abord été l'œuvre des militaires sous la dictature, et elle s'est poursuivie sans discontinuer jusqu'à maintenant sous tous les gouvernements civils successifs.

Les mesures d'ajustement et de réajustement prônés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale pour faire payer une dette que le peuple n'a jamais contractée ont trouvé leurs limites. La population, qui n'a désormais plus rien à perdre, a relevé la tête et n'accepte plus sa liquidation programmée.

Face à cette situation les femmes sont décidées à résister. Elles veulent construire d'autres alternatives, de nouveaux instruments de résistance. Un exemple de cette résistance et d'organisation alternative, est le système de troc qui se développe de plus en plus. Encore une fois se sont des femmes qui les organisent. Le vendredi 8 mars plusieurs manifestations de « cacerolazos » ont eu lieu dans toutes les provinces emmenées par des femmes.

A l'heure actuelle les assemblées populaires se succèdent et une nouvelle forme de démocratie est en train de naître. La presse formelle parle peu de ce nouveau type d'organisation. Nous pouvons observer que dans chaque quartier ce sont des femmes qui convoquent et qui sont déjà reprimé par leur combativité. C'est le cas d'une institutrice de Merlo (localité de Buenos Aires), sa maison à fait l'objet d'un incendie criminelle, car c'était elle qui convoquait les assemblées populaires.

Nous prônons une nouvelle économie basée sur la réciprocité tout en respectant la terre nourricière, tout le contraire des valeurs du Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondial du Commerce. Une économie au service des personnes et des peuples.

Martina Chávez

Contact pour cet article. Groupe Femmes et mondialisation de Paris 14 femmes.paris14@attac.org

La 58 ème période de sessions de la Commission des Droits humains des Nations unies

Par Niki Llanos Saman. Correspondant de ANNCOL à l'ONU
Traduction : Françoise Chuffart. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Lundi 18 mars a commencé à Genève la 58ème période de sessions de la Commission des Droits humains des Nations unies en l'absence des Etats-Unis et avec la démission de la Haute Commissaire en fonction.

Pour la première fois en 55 ans, les Etats-Unis ne font pas partie des 53 pays membres de la Commission. La décision de les exclure, prise par les autres pays en mai dernier, a été considérée comme l'expression de la lassitude de la "communauté internationale" face à la domination des USA sur le reste du monde.

Malheureusement pour le système international des Droits humains et pour toute l'humanité, cette absence sera brève car les USA ont utilisé toute une série de manœuvres qui leur permettront d'y rentrer cette année: chantage économique aux pays membres et à l'ONU, menaces de sanctions, et même au cours des derniers mois, "leur guerre antiterroriste" pour convaincre leurs opposants potentiels.

Au-delà du rôle discutable et de l'effectivité que peuvent avoir dans le monde actuel des instruments comme la Commission des Droits humains et l'Organisation des Nations unies elle-même, il n'en est pas moins certain que dans la situation internationale, la non-conformité et le rejet de l'attitude dominante et abusive des USA et de leurs alliés ont commencé à se faire sentir.

Le mécontentement grandit et non seulement dans les rues où les populations ne cessent de se manifester (Barcelone, Monterrey, etc.) mais aussi dans les forums où les Etats détiennent le pouvoir de parole et de décision. L'Union Européenne elle-même, bien qu'encore timidement et faisant clairement allusion aux méthodes américaines, a manifesté que le terrorisme ne peut être combattu par sa même logique.

La Haute Commissaire s'en va.



C'est dans ce cadre que s'explique la démission de la Haute Commissaire pour les Droits humains, Mary Robinson, qui s'est fait des ennemis de taille en critiquant les "modestes" moyens que les grands pays destinent à la protection des Droits humains. Selon la haute fonctionnaire il est plus facile de travailler pour les Droits humains à l'extérieur du système des Nations unies qu'en son intérieur.

Mais la véritable aversion des "grands" elle se l'est gagnée en critiquant les abus de la "coalition contre le terrorisme" et de la "lutte antiterroriste" qu'elle a considérés comme une menace pour les Droits humains. Rappelons que l'ex – première ministre irlandaise a critiqué la mort de civils sous les bombes américaines en Afghanistan et le traitement inhumain reçu par les prisonniers talibans à Guantánamo.

Aussi justifiées que soient ses dénonciations, tous les cerbères de "l'axe du bien " ne lui ont pas pardonné tant d'audace. N'oublions pas qu'Il y a deux ans à peine le Secrétaire général a dû abandonner l'organisation pour avoir manifesté ses désaccords avec les USA. L'affaire est simple, a fait observer un représentant d'une ONG: les USA veulent des institutions internationales de poche.

Surveiller la lutte antiterroriste

Dans son discours prononcé le 18 mars à Genève, la Haute Commissaire, qui à d'autres moments a manqué d'esprit d'initiative et d'Indépendance, a invité la commission à examiner la possibilité de créer un mécanisme pour surveiller du point de vue des Droits humains, l'application de la résolution 1373 du Conseil de Sécurité qui a donné naissance au Comité de lutte contre le terrorisme.

"Les édifices qui ont été détruits le 11 septembre peuvent être remplacés mais si les piliers du système international sont endommagés ou détruits, ils ne seront pas faciles à reconstruire" a déclaré Robinson. Elle a en outre critiqué la passivité de la communauté internationale face au conflit palestinien en affirmant qu'une bonne partie des victimes auraient pu être évitées par la présence d'observateurs internationaux.

Et comme toujours, la Colombie

Comme dans tout forum international où est traité le sujet des Droits humains, la Colombie a été citée en premier plan. C'est encore l'un des pays où l'État viole constamment les droits de ses citoyens.

Bien que dans cette session, tout comme dans les précédentes, le bureau de la Haute Commissaire ait présenté un rapport spécifique sur la Colombie, dans son discours du lundi, la fonctionnaire de l'ONU a qualifié de graves, massives et systématiques les violations des Droits humains dans ce pays.

"Malheureusement tout au long de l'année 2001 s'est produite une détérioration considérable de la situation des droits humains" a dit Robinson qui a précisé que "les activités des groupes paramilitaires ont constitué la cause principale de ces violations et l'État colombien ne peut ignorer sa responsabilité".

La cynique diplomatie colombienne montre déjà des résultats "tangibles" dans la lutte contre les paramilitaires. Quelle honte! Voyons donc: condamnation de Mancuso à 11 ans de prison et procès du psychopathe Paramillo pour l'affaire Garzón.

Quelle efficacité! Les deux verdicts datent du 13 mars, c'est à dire 5 jours avant le début de cette réunion. Clownerie! Garzón a été tué en 1999 et ces sinistres personnages assassinent depuis longtemps pour le compte des forces armées officielles.

Laver une image

A propos du louable sujet des Droits humains, des représentants du gouvernement et des institutions internationales en ont profité pour prononcer des discours valorisant et demandant de mieux respecter ces droits. Ils cherchent sans doute à laver leur image si détériorée au long des six mois qu'Ils ont passé à vociférer en faveur de la guerre à chaque fois la scène internationale leur en offrait l'occasion.

On a même vu Javier Solana, oui, messieurs, celui-là même qui a bombardé les Balkans lorsqu'Il était à la tête de l'OTAN, lui, le gardien des intérêts américains sur le vieux continent. Le fossoyeur de la Yougoslavie de Tito est venu et n'a pas eu honte de parler des Droits humains ni d'Inviter à organiser les efforts pour qu'aucun terroriste ne reste impuni; un doute subsiste cependant, et très inquiétant, à savoir si ce monsieur connaît la différence entre peuple et terrorisme.

D'autres aussi étaient présents, Josep Piqué, le ministre espagnol, par exemple, qui a pris la



parole au nom de l'Union Européenne pour dire que le combat contre le terrorisme doit se faire dans le plein respect des droits et des libertés sur lequel repose l'Etat de droit. Il n'a cependant pas fait référence à la responsabilité de l'Europe dans les innombrables conflits que connaît l'Afrique.

Les Droits humains sont planétaires

Au cours de ces dernières années est apparue une tendance à limiter les Droits humains à la jouissance des libertés citoyennes et au droit à la vie et on oublie qu'il existe d'autres droits qui sont à la base même de la survie humaine, tels que les droits économiques, sociaux et culturels. L'absence de ces derniers est à l'origine de la plupart des conflits et la négation principale du droit à une vie digne.

Il faudrait pour terminer rafraîchir la mémoire sur la situation des droits humains dans le monde. Les statistiques proviennent de la Commission Européenne et de la FAO. 2.800.000 personnes, soit 50% de l'humanité, gagnent moins de 2 dollars par jour. Le revenu de la cinquième partie de la population la plus riche de la planète est 90 fois supérieur à celui de la cinquième partie la plus pauvre. (en 1960, la différence était de 30 fois). Un milliard de personnes dans le monde sont sans emploi, 250 millions d'enfants travaillent. Une personne sur huit, c'est à dire 800 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim ou de malnutrition.

Contact pour cet article. e.mail: redaccion2@anncol.com Site web: http://www.anncol.com/

Après le premier tour des élections présidentielles

Par Christophe Aguiton

Le premier tour des élections présidentielles a été l'occasion d'une très mauvaise surprise : la montée de l'extrême droite qui a permis à son leader, Jean Marie Le Pen, de rester présent au second tour face à Jacques Chirac, président de la République sortant et candidat du RPR, le principal parti de la droite parlementaire française.

Ce résultat a produit un séisme politique et a été suivi immédiatement de manifestations très massives dans le pays : près de 100 000 personnes ont manifesté spontanément dans tout le pays contre l'extrême droite dès lundi 22 avril, et, mardi, il y avait autant de manifestants, pour l'essentiel lycéens ou étudiants.

Avant de donner quelques indications sur les prises de positions et les actions prévues, en particulier celles des associations et syndicats, il faut revenir sur l'analyse du vote et les enseignements politiques qu'il est possible d'en tirer.

Le rejet des politiques néo-libérales

Ce résultat n'est pas, tout d'abord, le signe d'une "droitisation" de la vie politique française et d'un recul des mouvements sociaux et des forces démocratiques.

Plus généralement, il serait tout à fait erroné de comparer le basculement à droite qui a marqué les dernières élections européennes (Italie, Danemark et Portugal avant la France) aux victoires de Thatcher et Reagan qui, au début des années 1980, marquaient un renversement des rapports de force, un affaiblissement de long terme du mouvement syndical et la montée du libéralisme sur le plan économique.

La situation italienne donne une idée plus juste des rapports de force réels : malgré la victoire de Berlusconi on assiste à la montée d'un mouvement très massif tant dans la jeunesse, après Gênes, que dans le monde du travail, comme l'ont montrées la manifestation du 22 mars et la grève générale du 16 avril.

Les résultats en nombre de voix du 1er tour des présidentielles donnent une image très différente de celle d'une France qui se résumerait à un affrontement entre la droite et l'extrême droite.

En 1995, au premier tour des dernières élections présidentielles, la gauche, en y incluant l'extrême gauche, totalisait 12 357 000 voix ; en 2002 elle reste à un niveau comparable avec 12 220 000 voix. La droite, elle, en y incluant l'extrême droite, perd 2 millions de voix en passant de 18 022 000 à 16 282 000. Et cela en incluant dans la droite le candidat des chasseurs qui a recueilli 4% et 1 200 000 suffrages.

Le grand enseignement de ce scrutin est l'affaiblissement des partis de gouvernement, mais, là aussi, tout autant à droite qu'à gauche.

La gauche gouvernementale (socialistes, communistes et verts) passe de 10 741 000 voix à 9 246 000, soit une perte de 1,5 millions, en y



incluant cependant le parti de Jean Pierre Chevènement, qui a démissionné du ministère de l'intérieur il y a moins d'un an et a mené une campagne axée sur la défense de la République, avec un résultat de 5,4% et 1 518 000 voix.
La droite parlementaire passe, de son côté, de 13 450 000 voix à 9 604 000, soit près de 4 millions de suffrages en moins.

Cet affaiblissement des partis de gouvernement est le signe du rejet d'un système et de responsables politiques considérés comme malhonnêtes, à commencer par le chef de l'état, Jacques Chirac. Elle est aussi, et peut être surtout, le rejet des politiques néo-libérales qui ont été suivies par les différents gouvernements, de gauche comme de droite, ces dernières années.

L'abstention a progressé de 21 à 28% et plus d'un million d'électeurs (3,4%) ont choisi le vote nul. L'extrême gauche (3 candidats trotskistes) progresse de 1,4 millions de voix, de 1 616 000 à 2 974 000, et de 5,3 à 10,6%, et l'extrême droite (2 candidats) progresse d'un million de voix, 4 571 000 à 5 472 000, et passe de 15% à 20%.

L'extrême droite enracinée dans les milieux populaires

La progression de l'extrême droite a représenté un choc d'autant plus rude que beaucoup la croyaient durablement affaiblie : elle avait baissé lors des législatives de 1997 et les municipales de 2001 et avait connu une scission importante.

Les débats du premier tour donnent une part de l'explication.

En se focalisant sur la question de la sécurité, Jacques Chirac comme Lionel Jospin ont donné un poids considérable à une question traditionnellement portée par l'extrême droite. Le Pen, quant à lui, a fait une campagne plus "modérée" que celles auxquelles il nous avait habitué, moins polarisée sur l'immigration et plus axée sur les questions sociales et la défense des ouvriers et des "petits".

Les sondages sortis des urnes montrent la réussite de cette orientation.

Le Pen a recueilli 30% des voix chez les chômeurs et, chez les ouvriers, il a rassemblé 23% des suffrages contre seulement 16% pour Jacques Chirac et 11% pour Lionel Jospin. En élargissant à l'ensemble des salariés, Le Pen reste le premier (19%) devant Jacques Chirac (17%) et Lionel Jospin (16%).

Cet enracinement populaire de l'extrême droite est évidemment un réquisitoire particulièrement sévère pour Lionel Jospin, qui a refusé d'augmenter de manière significative le salaire minimum et les minima sociaux et de prendre des mesures radicales contre les licenciements et la montée de la précarité.

Mais c'est aussi un problème pour les syndicats et les mouvements qui, comme ATTAC, militent contre la mondialisation libérale et qui avaient pu croire que le retour des luttes et des mobilisations, de la grève de novembre et décembre 1995 aux grandes manifestations qui ont suivi Seattle, avaient marginalisé durablement l'extrême droite.

Pour les syndicats, le défi sera de porter les revendications des plus faibles, y compris les chômeurs, et d'organiser les salariés du secteur privé en articulant ces axes à la défense des retraites et des services publics. Pour des mouvements comme ATTAC, l'enjeu sera de trouver les moyens de se lier aux couches populaires.

Les mobilisations

Dès dimanche soir, les manifestations se formaient dans tout le pays et le lendemain, les lycéens et les étudiants étaient dans la rue.

A partir de ce mouvement spontané, les associations, syndicats et partis de gauche donnent des échéances aux mobilisations.

Lutter contre Le Pen est la première base d'accord.

Le deuxième tour des présidentielles aura lieu le 5 mai et si la victoire de Jacques Chirac ne fait aucun doute, le résultat de Le Pen n'est pas indifférent pour la suite. D'où des formules comme "il faut que Le Pen ait le moins de voix possible" ou "battre Le Pen par les idées, dans la rue et dans les urnes" que l'on retrouve dans le communiqué publié par ATTAC France et, dans des termes comparables dans la plupart des prises de positions associatives et syndicales.

Avant le 5 mai, deux dates de mobilisations unitaires ont été décidées : samedi 27 avril et, surtout, mercredi 1er mai.

Mais, beaucoup, à commencer par ATTAC, pensent qu'on ne peut se limiter à la



mobilisation contre le Front National et qu'il faut, en même temps, défendre les revendications populaires et lutter contre la mondialisation libérale, seuls moyens de s'attaquer aux racines du problème et aux raisons de la croissance de l'extrême droite.

De premières rencontres entre associations et syndicats ont eu lieu, et des initiatives sont en train d'être prises, pour affirmer ces revendications et créer des espaces utiles aussi bien à la mobilisation qu'aux débats et discussions que demandent de nombreux militants.

Paris, le 23 avril
Christophe Aguiton.
Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org

En soutien aux Argentin(e)s et contre le fascisme en France. Réveillon du Premier mai.

30 avril 2002 - à partir de 19h30 - Place de la Bourse - Paris

Réveillon du 1er Mai : REVEILLONS LA DEMOCRATIE !

Contre le fascisme, contre le capitalisme, contre la marchandisation du monde à Paris, à Buenos Aires, partout dans le monde

En raison du naufrage politique, social et économique que vit l'Argentine, le Réveillon du 1er Mai 2002 devait être une manifestation de soutien aux luttes du peuple argentin contre la corruption financière et la criminalité économique du FMI, de la Banque mondiale.

Suite à la tournure désastreuse que prend l'élection présidentielle en France les organisateurs du Réveillon du 1er Mai ont également décidé d'appeler plus largement à un rassemblement populaire en faveur des valeurs universelles de la démocratie.

Résistons et luttons pour la démocratie en France, en Argentine et partout dans le monde.

Pour la Taxe Tobin tout de suite et l'interdiction unilatérale du commerce bancaire entre la France et les paradis fiscaux !!!

Cacerolazo contre le fascisme, le capitalisme et la marchandisation du monde, n'oubliez pas vos casseroles...

Le Réveillon mondialiste, anticapitaliste et antifasciste du 1er mai a lieu mardi 30 avril à partir de 19h30 sur la Place de la Bourse, à Paris (métro Bourse ligne 3).

Avec : NEUF Nantes est une fête ; Cultures & Citoyenneté ; CALPA Coordination d'appui à la lutte du peuple argentin ; AC! Ile-de-France ; ATTAC ; FRAP Festival des alternatives et des résistances de Paris ; Franca ; Olli and the Catholic Boys ; CL.ATTAC-Brie champenoise

Coordination du Réveillon du 1er Mai
contact : Luc Douillard (NEUF) luc.douillard@libertysurf.fr 02.40.46.11.72
Stéphane Cuttaïa (Cultures & Citoyenneté) cltetcitoyennete@free.fr 01.60.32.99.62

La semaine économique vue des Etats-Unis

Par Dean Baker, co-directeur du 'Center for Economic and Policy Research'
Traduction : coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Economic Reporting Review, 8 avril 2002

A- Vous songez à la retraite ? Réfléchissez bien
Louis Uchitelle. New York Times, 31 mars 2002, page 1 section 4

Cet article examine les économies et les cotisations de retraite accumulées par la population de travailleurs qui approche l'âge de la retraite. Il souligne que la plupart des travailleurs n'ont réussi à épargner que très peu d'argent grâce à des cotisations auprès de régimes de retraite spécifiques. Ce qui signifie que la grande majorité des travailleurs, qui n'auront pas de prestations spécifiques, dépendront principalement de la Sécurité sociale pour leur retraite.

B- Le foyer, en tant que protection contre les créanciers, est dans la ligne de mire
Philip Shenon. New York Times, 4 avril 2002, page C1

Cet article montre comment de nombreux protagonistes du scandale Enron pourraient sauver des millions de dollars de biens, même s'ils sont menacés de faillite. En effet, dans plusieurs États, une clause de la loi sur la banqueroute permet à une personne de posséder des biens pour un montant illimité dans son propre foyer alors que ses dettes sont annulées pour banqueroute.



C- La colère monte alors que les options s'effondrent
Gretchen Morgenson. New York Times, 31 mars 2002, page 1 section 3

Cet article relate comment de nombreux employés de firmes technologiques ou de télécommunication ont vu disparaître les fortunes qu'ils avaient amassées en stock-options car ils n'ont pas été autorisés à vendre leurs actions avant que leur prix s'écroule. Dans bien des cas, les dirigeants n'ont pas eu à faire face aux mêmes restrictions pour la vente de leurs titres.

D- Sécurité sociale - Comment les démocrates pourraient relever la tête
Richard L. Berke. New York Times, 31 mars 2002, page 3 section 4

Cet article examine les perspectives politiques des démocrates à l'occasion des élections de cet automne. Un des points discutés est que les républicains pourraient être vulnérables à propos de la Sécurité sociale, " parce que M. Bush a rompu son serment de protéger le fonds fiduciaire de la Sécurité sociale. Son budget utilise les excédents [de la Sécurité sociale] pour payer les dépenses d'autres programmes jusqu'en 2013. ". Il faut noter qu'utiliser ces excédents pour financer d'autres programmes n'affecte pas le programme de la Sécurité sociale. Selon la législation, l'excédent est utilisé pour acheter des obligations publiques. Le fonds fiduciaire de la Sécurité sociale est composé d'exactement le même nombre d'obligations qu'il soit épargné ou dépensé.

E- Budget - Les critiques annoncent que les prévisions budgétaires ignorent la réalité
Glenn Kessler. Washington Post, 31 mars 2002, page A4

Cet article présente les évaluations du budget pour les dix années à venir. Un des points discutés est le probable ajustement de l'Impôt minimal alternatif dans un futur proche pour éviter une augmentation brutale des taxes des familles à revenu moyen. Cela est décrit comme l'une des " importantes questions budgétaires ", et pourrait creuser un trou de 300 milliards de dollars dans le budget de la prochaine décennie. Plus loin, on rapporte la possibilité que le Congrès vote une allocation de type Medicare pour les dépenses médicamenteuses individuelles. Cela est décrit comme " politiquement important ". La présentation de ces questions semble impliquer que l'ajustement de l'Impôt minimal alternatif a de plus grandes conséquences pour le budget qu'une allocation Medicare pour les médicaments prescrits. En fait, ces deux points vont apparaître comme des questions budgétaires uniquement en raison de la pression politique future. La résolution du problème des dépenses médicamenteuses individuelles dans les dix années à venir a des conséquences bien plus importantes pour le budget et la nation. D'après le Bureau du Congrès pour le budget, les dépenses médicamenteuses individuelles des bénéficiaires de Medicare sont censées augmenter de plus de 10% par an pendant la prochaine décennie. En 2012, on pense que la dépense moyenne sera de 5820 $ (4550 $ actuels). Ce qui sera bien trop élevé pour la grande majorité des personnes âgées. En comparaison, le revenu moyen d'une personne de plus de 65 ans vivant seule est actuellement de moins de 17000 $. En conséquence, le gouvernement subira une énorme pression pour absorber une partie de ces coûts s'il ne parvient pas à contenir la hausse des prix des médicaments. Si on suppose que le gouvernement paie ne serait-ce que 20% des dépenses médicamenteuses dans les dix ans à venir, l'impact sur le budget serait supérieur aux 300 milliards liés à l'ajustement de l'Impôt minimal alternatif ou d'autres aménagements du Code des impôts. On explique également dans cet article que " le défi à long terme qui consiste à préparer la nation pour la retraite de la génération baby boom a été reporté ". Il n'y a pas de raisons évidentes pour que la nation, ou au moins le gouvernement fédéral, se prépare pour la retraite de la génération baby boom. L'augmentation prévue des dépenses pour les retraites dans les trois prochaines décennies est approximativement la même (calculée en part du PIB) que celle des trois dernières (environ 3%). Le gouvernement ne s'est pas préparé à cette augmentation entre 1972 et 2002, et il n'y a aucune raison qu'il se prépare à l'augmentation prévue entre 2002 et 2032.

F- Pensions - La modification des pensions alourdit le fardeau du travailleur
Edward Wyatt. New York Times, 5 avril 2002, page A1

Cet article présente une analyse très instructive des récentes orientations de la couverture des pensions de retraite. On apprend à la fois la hausse des cotisations aux régimes de retraite spécifiques pour couvrir les dépenses des prestations spécifiques, et l'augmentation de la part d'épargne retraite, qui va disparaître de la rente des travailleurs. Dans cette analyse de l'adéquation de la future pension de retraite, il aurait été intéressant de rappeler que le marché



des actions est environ 60% au-dessus du niveau historique de son coefficient de capitalisation des résultats. Par conséquent, à moins que le coefficient de capitalisation des résultats continue d'augmenter, ce que très peu d'économistes considèrent comme probable, les travailleurs vont avoir extrêmement peu de retour sur le capital actuellement dans leurs comptes retraites. Ce qui rend les perspectives pour leur retraite encore plus sombres.

G- Japon - Emploi : le coup de froid ressenti par les jeunes
James Brooke. New York Times, 1er avril 2002, page A3.

Cet article expose les perspectives d'emploi pour les jeunes étudiants japonais terminant actuellement leur formation. On peut y lire le commentaire d'une jeune femme de 18 ans : " le niveau de vie de ma génération sera inférieur à celui de nos parents ". Bien qu'il soit intéressant que certains jeunes Japonais aient cette attitude, il aurait été pertinent de présenter l'analyse d'un économiste. Si le Japon peut maintenir un taux moyen d'accroissement de la productivité de 1,5% par an, ce qui est bien plus faible que par le passé, alors le taux moyen de production horaire sera nécessairement 50% plus élevé pour cette génération de travailleurs que pour leurs parents. Même s'il y avait des augmentations massives de l'imposition pour subvenir aux retraites de leurs parents, ce dont nous met en garde l'article, cette génération profiterait toujours de niveaux de vie bien supérieurs à ceux de leurs parents. Par exemple, une augmentation globale de 15% de l'imposition laisserait toujours un surplus après imposition de 25% par rapport à ce que la génération précédente recevait.

H- Droits d'auteur - Au Mexique, la vente de musique piratée dépasse celle de la musique légale
Graham Gori. New York Times, 1er avril 2002, page C5

Cet article analyse la vente de copies non autorisées de compact discs au Mexique. Il rapporte qu'environ 73 millions de copies illégales étaient vendues l'année dernière, à un prix moyen de 1 $ pièce. En comparaison, 57 millions de copies légales étaient vendues. Cet article explique de manière exhaustive comment le développement de la copie non autorisée de CD menace la subsistance des artistes mexicains. Si le prix d'un CD légal est aux alentours de 12 $, et que l'élasticité de la demande pour les CD est de 1 (ce qui signifie que la demande augmente ou diminue dans un même pourcentage si le prix varie), alors la vente de CD légaux augmenterait d'environ 6 millions par an s'il n'y avait pas de copies illégales. Cela correspond à un accroissement d'environ 10% par rapport aux niveaux actuels, ce qui augmenterait vraisemblablement dans les mêmes proportions les revenus des artistes. On peut se demander néanmoins s'il existerait réellement une différence qualitative dans les perspectives des artistes mexicains (en admettant que les artistes touchent un ou deux dollars par CD, cela augmenterait leurs revenus de 6 à 12 millions par an, mais comme la majeure partie de ces royalties reviendrait à des artistes étrangers, le gain pour les artistes mexicains serait bien moindre.). Mais la perte d'accès aux copies non autorisées de CD serait d'un coût énorme pour les consommateurs mexicains, augmentant les prix de plus de 1000%. Quand l'administration Bush a imposé des taxes douanières sur l'acier importé, allant jusqu'à 30%, un rapport a analysé ce que coûteraient ces tarifs douaniers à l'économie. Les distorsions économiques résultant du contrôle strict des droits d'auteur au Mexique seraient proportionnellement bien plus importantes que celles causées par les taxes douanières sur l'acier aux États-Unis. Il aurait été intéressant d'avoir le point de vue d'un économiste à ce sujet.

I- Valeur de l'immobilier - La pierre angulaire de l'économie : immobilier, immobilier, immobilier
Daniel Altman. New York Times, 30 mars 2002, page B1

Cet article analyse la remarquable sérénité du marché de l'immobilier, qui est resté étonnamment fort pendant la récession économique. L'article contient un graphique intitulé " Les taux d'intérêt ont baissé, la valeur de l'immobilier a augmenté, à un taux plus rapide ". Le troisième graphique, qui montre l'accroissement annuel de la valeur de l'immobilier, est trompeur. Il montre que le taux annuel est monté en flèche dans les derniers mois. C'est attribuable à une chute des prix pendant la période comparée (début 2001) et non à une rapide augmentation des prix ces derniers mois. Il est intéressant de remarquer que le modèle de l'augmentation de la valeur de l'immobilier ressemble à une bulle. L'article présente les témoignages de personnes décidant d'acheter un logement uniquement parce qu'ils anticipent cette augmentation. Cela pourrait conduire dans le futur à une situation dans laquelle la valeur de l'immobilier chuterait



rapidement du fait d'un ralentissement de l'augmentation de cette valeur et de l'anticipation négative de la population.

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : cepr@cepr.net (lettre d'information en anglais uniquement)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 30
AUSTRIA : Steyr – Wien
BRITAIN : London
DANMARK : Aalborg
FRANCE: Mulhouse – Beziers – Paris 15 – Paris (Réveillon du Premier mai)

-- Mercredi 1
AUSTRIA : Grobraming
DANMARK : Aalborg
FRANCE: La Rochette – Paris – Gerardmer – Brive – Strasbourg – Woippy – Grenoble – Rennes
SVERIGE : Stockholm

-- Jeudi 2
AUSTRIA : Wien
DANMARK : Aalborg
FRANCE: Bourges – Pamiers – Paris 12 – Strasbourg – Voiron – Rennes
HELLAS : Athen

-- Vendredi 3
AUSTRIA : St Polten
FRANCE: Chinon – Paris 12 - Orleans

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.